

Education: Blanquer lance la création de 240 internats nouvelle génération d'ici 2022

Bobigny, 1 juil. 2019 (AFP) -

Le ministre de l'Éducation nationale Jean-Michel Blanquer a fixé lundi un objectif de 240 créations d'internats d'ici à la fin du quinquennat, afin d'accueillir 13.000 jeunes supplémentaires.

"L'internat est un levier essentiel d'accès aux études secondaires mais aussi d'attractivité de certains territoires (...) et un levier fondamental de justice sociale", a déclaré Jean-Michel Blanquer devant la presse, considérant qu'un "internat n'est pas quatre murs, un toit et un lit" mais "un projet éducatif ambitieux".

Le ministre de l'Éducation nationale souhaite développer trois types d'internats et confiera cette mission à un délégué ministériel aux internats nommé à la rentrée.

Ainsi seront créés 100 internats d'excellence, réservés à des enfants "méritants", sur le modèle de l'internat de Sourdun (Seine-et-Marne), que M. Blanquer a contribué à créer en 2009 en tant que recteur de l'académie de Créteil.

Cent autres principalement en collège de zone rurale et de montagne adossés à des résidences à thèmes (culture, sports...) et enfin, 40 internats type campus professionnels.

"Nous avons un nombre conséquent d'internats de lycée en France mais nous manquons d'internats de collège et nous avons à faire face à une demande latente de la part des élèves", a précisé M. Blanquer.

Ce plan "internat du 21e siècle" a été préparé "de longue date" en travail "conjoint avec les collectivités locales", a expliqué le ministre.

Selon lui, "l'un des enjeux de l'internat" est le "brassage républicain" avec "des enfants issus de la ruralité qui vont dans des internats de la ville et des enfants issus des quartiers urbains qui vont dans des internats ruraux".

Les internats ne sont "pas du tout" destinés uniquement aux élèves issus de Rep (quartiers défavorisés, NDLR), et "ce n'est pas le niveau de l'élève qui est pris en compte mais sa motivation", a-t-il ajouté.

Le financement de ces structures est "considérablement renforcé", selon le ministère, citant "l'+Edu Prêt+" proposé par la Banque des territoires et doté d'un milliard d'euros destiné au bâti scolaire.

asm/ito/meh/sp

Afp le 01 juil. 19 à 17 13.